

Corruption, Fragility, and Governance Challenges in an Era of Crisis

Opening Remarks by Ousmane Diagana, Regional Vice President
for Western and Central Africa, World Bank
at the International Corruption Hunters Alliance Forum
Abidjan, Cote d'Ivoire – 14 June 2023

~ *As prepared for delivery* ~

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Chers Partenaires au développement,

Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile,

Distingués invités, en vos grades et titres respectifs,

C'est un honneur d'être à vos côtés ce jour pour discuter des efforts appuyés des gouvernements et partenaires pour lutter contre la corruption au travers de ce forum que nous avons le plaisir de coorganiser et qui se tient pour la première fois en Afrique. Organiser cet événement en partenariat avec la Côte d'Ivoire est particulièrement à propos, le pays ayant dernièrement renforcé ses engagements dans la lutte contre la corruption – engagements qui portent progressivement leurs fruits. C'est également une opportunité pour le forum de l'ICHA d'aider à créer une dynamique dans la région - et au-delà à travers le continent - pour lutter contre les nombreux défis qui la traverse.

Dans mes remarques, j'aimerais aborder deux points : (1) le lien entre la corruption et le contrat social (notamment dans un contexte de fragilité et de crise), et (2) quelques leçons et expériences tirées de notre travail en Afrique de l'Ouest et du Centre sur la lutte contre la corruption dans la région.

Corruption, Fragilité et le contrat social

La corruption reste l'un des défis les plus urgents qui entrave les efforts de développement.

Elle est présente dans tous les pays, et se manifeste de plusieurs façons : des petits dessous-de-table aux grands détournements des ressources et deniers publics. Dans un monde de plus en plus globalisé, elle transcende les frontières. L'Afrique n'est malheureusement pas épargnée.

En effet, selon les données d'enquêtes *Afrobaromètre* de 2021, près de six africains sur 10 pensent que la corruption a augmenté dans leur pays, et près des deux tiers déclarent que leur gouvernement fait un "assez mauvais" ou un "très mauvais" travail pour la contrôler. Perception ou réalité ? l'heure est grave.

Mesdames et Messieurs, Distingués Invités :

De toute évidence, la corruption nuit en premier lieu aux pauvres et aux personnes vulnérables, en augmentant considérablement les coûts et en réduisant l'accès aux services de base. **Elle exacerbe les inégalités et réduit les niveaux d'investissement** au détriment des économies et des opportunités d'emploi. **Elle peut aussi créer des situations d'urgence.** Par exemple, l'effondrement d'un pont ou d'un bâtiment qui n'a pas été construit selon les normes, engendre des conséquences qui peuvent être désastreuses, entraînant pertes de vies humaines et autres catastrophes.

De surcroît, lorsque la corruption s'infiltré dans une société, elle sape la capacité de l'État à remplir ses obligations et à maintenir le contrat social. Les pratiques de corruption détournent les ressources publiques destinées au bien commun vers les poches d'une minorité, ce qui nuit à la qualité et à la disponibilité des services publics pour le plus grand nombre. Par ailleurs, lorsque les citoyens sont confrontés à la corruption dans leur interaction quotidienne avec les représentants de l'État -- qu'il s'agisse d'un officier de police, d'un directeur d'école ou d'un percepteur d'impôts--, leur confiance dans l'État et ses institutions est érodée.

La perception d'une corruption généralisée favorise ainsi un sentiment d'injustice, d'impunité et d'inégalité, les citoyens se sentant marginalisés et exclus des avantages de leur propre société. De telles situations peuvent conduire à des troubles sociaux, à l'instabilité politique et, dans certains contextes, à des conflits violents. S'il fut un temps où la lutte contre la corruption n'était pas considérée comme une priorité majeure dans les situations de fragilité, l'expérience nous enseigne que la corruption crée des conditions propices à la genèse des conflits. Ce qui est particulièrement dangereux lorsque co-existent des niveaux élevés de corruption, des disparités ethniques, religieuses ou identitaires et d'exclusion politique.

Enfin, des données récentes confirment que notre continent détient l'un des taux de recouvrement de l'impôt les plus bas au monde avec en moyenne 14,4% du PIB en 2020 (alors que les autres régions étaient au-delà de 16%, et plus de 22% pour la région Europe Asie centrale). Avec la corruption, les contribuables sont en effet beaucoup moins enclins à se conformer aux codes fiscaux et résistent à la formalisation lorsqu'ils sont convaincus que leurs impôts ne servent pas à financer les services publics qui leurs sont dus. Une cause supplémentaire de l'affaïssement du contrat social.

Face à cela, que faisons-nous ?

Un pilier important de la stratégie de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre porte sur le renforcement du contrat social entre les citoyens et les États, à travers la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence, de la responsabilité et de l'engagement citoyen. Sans une réduction voire une éradication de la corruption, il sera difficile, voire impossible,

de renforcer la confiance des citoyens dans les institutions, de relever le défi pour les gouvernements de collecter et redistribuer équitablement les revenus, et de protéger les citoyens contre des menaces telles que le crime organisé et le terrorisme.

Il est donc urgent qu'ensemble nous discutons, partageons nos expériences, et recherchions collectivement des solutions efficaces pour lutter contre ce fléau. À la Banque mondiale, nous pouvons tirer des leçons de nos expériences dans le cadre des nombreuses interventions que nous soutenons. A ce titre, permettez-moi de partager trois expériences :

Premièrement, il est important de rendre la lutte contre la corruption aussi concrète que possible et de se concentrer sur des secteurs et institutions bien ciblés. À titre d'exemple :

- **Les réformes de la gestion des finances publiques appliquées au paiement des fonctionnaires dans les secteurs sociaux peuvent aider à rationaliser les ressources et améliorer les prestations de services.** Dans plusieurs pays, la Banque mondiale appuie les gouvernements pour mettre en place un audit des salaires afin de s'assurer de l'exactitude des registres de tous les employés (comme en Guinée Bissau ou dans le futur proche au Togo).
- **Le soutien aux institutions telles que les Auditeurs Généraux, les Cours des Comptes, ou les Inspections Générales des Finances, est également essentiel afin de favoriser une meilleure responsabilité des Etats.** Dans plusieurs pays --dont le Bénin, par exemple, l'appui que nous apportons à ces institutions en matière d'audit basé sur les risques, de contrôle des déclarations d'actifs et de techniques d'investigation a permis d'améliorer la qualité des audits et ainsi de réduire la corruption

Deuxièmement, je voudrais souligner que la lutte contre la corruption est l'affaire de tous. La société civile et les médias ont un rôle essentiel à jouer en renforçant le contrôle afin de dissuader toute fraude. Dans plusieurs pays de la région (comme le Niger et le Burkina Faso), des associations de parents d'élèves et des ONG locales sont soutenues dans le cadre de projets financés par la banque mondiale pour contrôler les budgets des écoles. Au Bénin, un mécanisme de "contrat" est en cours d'élaboration au niveau des écoles entre les autorités locales, les enseignants et les parents, afin de prévenir les détournements de fonds. Dans plusieurs pays, des représentants de la société civile se sont mobilisés pour vérifier et contrôler la construction des infrastructures physiques et engagés à rendre compte des progrès accomplis.

Enfin, la technologie et la collecte de données fiables peuvent soutenir nos efforts collectifs. En effet, l'innovation et la numérisation ont le potentiel de porter la lutte contre la corruption à un niveau supérieur et ainsi contribuer à l'autonomisation et au bien-être des citoyens. Le soutien de la

Banque mondiale pour la passation électronique des marchés publics est un bon exemple de l'impact que la technologie peut avoir afin de rendre les transactions et processus plus transparents. Au Ghana par exemple, la Banque mondiale accompagne le gouvernement pour mettre en œuvre un tel système permettant de promouvoir la transparence, d'assurer l'uniformité des procédures et d'appliquer des normes internationales cohérentes pour l'acquisition de biens et services.

Excellences, Mesdames et Messieurs :

Le Forum de l'Alliance internationale anti-corruption qui nous rassemble aujourd'hui nous offre l'occasion de **partager nos expériences, et rechercher collectivement des solutions pour lutter de toutes nos forces contre ce « cancer » qu'est la corruption telle que la qualifiait feu James D. Wolfensohn.**

Je vous remercie de votre aimable attention.
